

## Un vote LREM majoritaire entre intérêt général et moindre mal



Selon le modèle ElectionScope, le résultat des législatives devrait confirmer celui de l'élection présidentielle. Selon les projections, LREM devrait rafler 331 sièges. Derrière l'alliance UDI, LR DVD devrait gagner 182 places sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Avec Bruno Jérôme
-------------------

Avec Véronique Jérôme
-----------------------

La prévision de notre modèle ElectionScope montre que le résultat des législatives devrait confirmer celui de la présidentielle. Cependant, rien n'interdit de souligner le caractère singulier du scrutin. Il s'explique par l'offre politique « augmentée » de la troisième voie proposée par LREM (La République En Marche). Elle a pour effet direct une disparition (dont on ne sait pas encore si elle sera durable) du clivage habituel opposition/ challenger au profit d'une logique de refonte des partis. De là naît la confusion chez l'électeur, il n'a plus pour alternative que de motiver son vote par le souci prioritaire de l'intérêt général qui paradoxalement fait défaut à nombres de politiciens égarés, pas clairs sur leur étiquette, ou affiliation présente et future.

Pour établir une projection sur ce que serait l'issue des législatives si le scrutin avait lieu aujourd'hui, nous avons emprunté comme à l'habitude une démarche économétrique. Nous l'avons néanmoins adaptée au contexte singulier de 2017, car la disparition du clivage qui permettait d'analyser les voix pour le sortant en donnant par défaut celles du challenger, a fait place à la logique de la refonte des partis.

### La structure du modèle repose sur l'analyse du comportement de vote de l'électeur

Nous avons construit cinq équations simultanées (une pour chaque famille politique : EXG, FG-PC, PS-EELV-DVG, LR-UDI-DVD, FN) où le vote est expliqué par l'économie (telle que la variation annuelle du taux de chômage) et la politique (comme les voix à la présidentielle passée). Les voix pour LREM sont calculées par défaut. Une fonction dite de transfert (swing ratio) nous permet ensuite d'estimer les sièges que chaque formation est susceptible de recevoir, étant donné une hypothèse d'abstention de 40%, le tout reposant sur un historique de 9 élections (1978-2012).

### Les principaux enseignements de la prévision du modèle

#### Ce qu'il « voit », ce qu'il ne « peut voir »

Il apparaît qu'une embellie économique se confirme (baisse de 0,4 point du taux de chômage sur un an), ce qui joue plutôt en défaveur de la droite et du FN. Ceci peut aussi expliquer qu'en dépit de son faible score (11,6% ; 23 sièges) le PS (+EELV) évite la disparition sans pouvoir toutefois empêcher que le FG agrégé ici au PC ne le dépasse (14,4% ; 38 sièges), ces derniers s'établissant comme la force dominante à gauche. La droite LR-UDI devrait rester la première force d'opposition (24,6% ; 182 sièges). Elle bénéficierait d'un socle de soutien politique propice à une recomposition, à condition de ne pas se « balkaniser ». Quant au FN, en

---

dépôt d'un score attendu élevé pour des législatives de 15,9%, il paraît incapable de capitaliser sur son exploit de présence au second tour de la présidentielle, ne récoltant que 3 sièges. Cela tient à la fois au mode de scrutin majoritaire, à l'amélioration sur le front du chômage (son « fond de commerce »), et au fait qu'en raison des désistements républicains annoncés par la droite et par LREM le nombre de triangulaires (terreau du « pouvoir de nuisance » du FN) devrait être limité.

Ainsi, LREM (+ MoDem) serait en mesure d'obtenir une majorité absolue avec 331 sièges (26,2% des voix). Contrairement à la droite dans le contexte similaire de 2002, Emmanuel Macron n'obtiendrait pas une majorité écrasante. Ceci est le signe d'une victoire en partie « par défaut », s'appuyant sur la faiblesse des autres partis et sur le comportement plutôt rationnel et légitimiste des électeurs.

## Commentaires et mise en perspective des résultats

### Election de confirmation en l'absence de cygnes noirs

Ces élections s'établissent dans un contexte particulier et assez nouveau, il convient donc d'être prudent. Cependant, il apparaît que certains phénomènes sont à l'œuvre. Le modèle est ainsi en mesure de révéler le caractère d'élection de confirmation de la présidentielle comme le sont – à des degrés divers - toutes les législatives depuis l'inversion du calendrier électoral. La confirmation actée, son ampleur peut être affectée par des événements connus aujourd'hui, comme la mise en cause du comportement passé de certains ministres qui peut déboucher sur une réelle nuisance électorale. Enfin, échappent au modèle de possibles épisodes dits « cygnes noirs » dont on ne sait qu'une chose, c'est qu'ils sont très déstabilisants quand ils se produisent, mais on reste impuissants pour anticiper correctement leur apparition. A titre d'exemple, en 2007, la tva sociale fut un véritable choc privant la majorité de 30 à 40 sièges.

### L'offre politique en mutation

Notre prévision confirme qu'en ouvrant une troisième voie, LREM a aussi participé à « siphonner » une partie des électeurs du PS, tout en attirant des électeurs de la droite « tendance Juppéiste » et du centre tendance UDI ou MoDem, tandis que la France Insoumise (FI) et le FN réalisaient leurs meilleurs scores lors d'une présidentielle.

### On n'a délaissé l'électeur...pour sauver son siège plutôt que le pays

La situation qui apparaît aujourd'hui comme la résultante inévitable de la Présidentielle impose de faire le constat d'un électeur perturbé par le flou entretenu de l'offre politique. Les politiciens -entendez la fraction des politiques qui ne jouent pas le jeu et bafouent l'éthique d'un engagement moral et idéologique- sèment le trouble en jouant sur plusieurs tableaux : une investiture PS et des affiches Majorité Présidentielle ou encore une investiture LR et un discours de soutien à LREM. De sorte que nombre d'électeurs en arrivent à se demander si ces politiciens ne chercheraient pas prioritairement à sauver leur siège avant de *sauver*, plus précisément, de redresser le pays.

### Le vote LREM : un second best mais au service de l'intérêt général

La solution, en particulier pour ces électeurs socialistes modérés ou ceux qui, à droite, avaient voté F. Fillon le 23 avril, consiste à adopter une rationalité limitée. L'électeur n'ayant ni le temps ni les moyens d'user d'une rationalité totale, va –pour limiter les coûts d'opportunité- déterminer son vote en vertu d'une logique de satisfaction et non de maximisation.

De multiples contraintes pèsent sur le choix de l'électeur : Président fraîchement élu, urgence d'agir pour redresser le pays, choix d'un projet, réformes brutales *versus* compromis. Certains électeurs –pas tous- pourront être convaincus de la nécessité d'une action rapide via des politiques économiques cohérentes, durables et gage d'une efficacité tant économique (obtenir des résultats) que politique (crédibilité). Ils seront ainsi amenés à désigner l'intérêt général comme motif prioritaire de leur vote LREM au détriment parfois de leurs préférences partisans.

Nombreux sont ceux qui ont déjà voté Emmanuel Macron, une « première » qui eût lieu le 7 mai (lors du second tour). A l'exception des électeurs de la gauche dure, frontiste ou de FI, voter à nouveau LREM ne devrait pas poser problème. Les électeurs seront dans une logique dite de *moins mal* (*second best*). Un bon quart d'entre eux ayant souhaité la réforme radicale de F. Fillon pourra aisément se rabattre sur un projet LREM, ce qui leur semble préférable à pas de projet du tout. Car dans ce contexte si particulier, voter pour « son candidat préféré de droite » reviendrait selon eux à prendre le risque de participer à construire une Assemblée sans majorité claire incapable au final de voter la moindre réforme.

### J'aime mon pays mais je crains mon gouvernement

Mais attention, comme le souligne notre prévision, les électeurs ne donnent pas un blanc-seing à Emmanuel Macron puisqu'il semblerait qu'il ne puisse obtenir une Chambre introuvable (Expression attribuée à Louis XVIII qui ne pouvait pas rêver d'une majorité aussi écrasante les 14 et 22 août 1815 avec 350 députés ultra-royalistes sur 400 (soit pas loin de 90% des sièges)).

Finalement cela résonne comme l'avertissement des électeurs disant en substance *j'aime mon pays mais je crains mon gouvernement*.